



*516
nos trache
le 19/06/24*

*DEPE pour
mise en publication
100*

AVIS DE RECRUTEMENT N° *012/AFJC/RH/2024*
L'AFJC recrute pour ses activités :
Un(e) Responsable Base des Données – Siège de l'ONG AFJC à Bangui (Projet SEDOUTI)
Durée : 12 mois
Prise de fonction le 1^{er} Juillet 2024

*176
19 JUIN 2024*

CONTEXTES ET JUSTIFICATION DU PROJET



La République centrafricaine traverse depuis plus de trois décennies des séries de crises cycliques qui ont impacté négativement les conditions de vie des populations. Après le retour à l'ordre constitutionnel en 2016, le Gouvernement centrafricain s'est doté d'une stratégie nationale de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (DDRR) qui est accompagnée d'un Programme National de Désarmement, Démobilisation, Réintégration et Rapatriement (PNDDRR) mis en œuvre depuis 2017.

En vue de trouver des solutions aux différentes crises militaro-politique, le Gouvernement, les partenaires au développement, les groupes politico-militaires et la société civile dont AFJC ont menés plusieurs processus de paix dont les plus importants sont le dialogue national (2003), la déclaration de N'Djamena (avril 2013), le Forum de Bangui (2015), l'entente de Sant' Egidio (juin 2017), mais n'ont pas tous relevé les défis de mise en œuvre par les parties prenantes le Forum de Bangui (Mai 2015). Le Forum de 2015 a abouti à la signature de l'Accord sur les principes du désarmement, de la démobilisation, de la réinsertion et du rapatriement (DDRR) par neuf (09) groupes armés et le Gouvernement de. Aussi, en février 2019, le Gouvernement et 14 groupes armés et la société civile ont signé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation (APPR) en RCA qui redéfinit le cadre institutionnel du programme national DDRR et qui a formulé l'engagement des groupes armés à rentrer dans le processus DDRR.

Les efforts fournis par le Gouvernement et ses partenaires ont permis jusqu'aujourd'hui de Désarmer et Démobiliser un nombre important d'ex-combattants (environ 3500) qui ont besoin d'un accompagnement pour leur réintégration suivant une approche communautaire, en les mettant

*DG-ACFPE
COUPRIER ARRIVEE
17/06/24*



ensemble avec les membres des communautés d'origine pour faciliter leur réintégration et engagement le dialogue communautaire pour une vie d'ensemble. De ce fait, un soutien à la resocialisation des ex-combattants s'avère important pour faciliter le processus de réconciliation et d'acceptation des ex-combattants, des femmes et filles associées aux conflits.

S'agissant de la participation des femmes dans le processus des initiatives de paix et de sécurité, la RCA a ratifié la Résolution 1325 du Conseil de Sécurité des Nations unies de 2000 qui promeut le principe de la participation égale et équitable des femmes à tous les processus de paix, de la prévention à la consolidation de la paix tout en rappelant la nécessité d'impliquer les femmes dans toutes les phases du DDR.

Ce projet a donc pour but de contribuer aux efforts de consolidation de la paix en République Centrafricaine, la prévention et la promotion de la femme et fille victimes de Violences Basées sur le genre y compris la violence liée aux conflits ainsi que l'amélioration de l'environnement sécuritaire et consolidation de la paix par la réintégration à base communautaire des Ex-combattants en République Centrafricaine. Il s'articule autour des priorités du document de la politique Nationale de relèvement et de la consolidation de la paix (RCPCA).

Ce projet va anticiper les risques liés au gap de soutien à la réintégration et éviter les tensions, mécontentements et méfiance entre les parties prenantes au processus et les tentations de reprise des armes par les Ex-combattants. La réintégration de ceux-ci et leur inclusion avec les membres des communautés d'accueil composées, i) des combattants qui ont demandé à intégrer le processus DDR, ii) des jeunes à risques (hommes et femmes) comme participants, devrait permettre de redonner espoir aux bénéficiaires et rétablir la confiance entre eux, mais seulement à condition que les acteurs de ce processus aux différents niveaux (local et National), notamment l'UEPNDDR, les Comités locaux de paix et de réconciliation, les comités locaux de développement, les collectivités locales, leur permettent en même temps que les membres de la communauté d'accueil, d'accéder aux informations, aux connaissances et compétences améliorées, de participer aux concertations, toutes choses qui militeraient pour leur resocialisation, un des gages du changement attendu.

Le projet est constitué de deux axes principaux : La promotion et la résilience, la cohésion et le vivre ensemble, des femmes et des jeunes filles et le renforcement de la cohésion sociale au sein des membres des groupements bénéficiaires.



Le programme est aussi inspiré des efforts de l'Action de l'ONU contre la violence sexuelle dans le pays post conflit et est basé sur le programme conjoint des Nations Unies intitulés « Prévention et réponse aux VBG en RCA ». Ce projet s'inscrit dans la thématique d'Appui à la réduction de la vulnérabilité des victimes de Violences liées aux conflits y compris de violence basée sur le genre mais permet aussi d'appuyer les efforts du Gouvernement et de la communauté internationale dans la lutte contre les Violences Basées sur le genre.

Ainsi, conçu le projet vient en appui à la mise en œuvre de la stratégie Nationale de Lutte contre les Violences Basées sur le Genre, développée en 2018 par le Gouvernement et à la mise œuvre du plan d'action national pour mise en œuvre de la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies sur les femmes la paix et la sécurité. Il s'aligne sur les objectifs de développement durable et à la vision programmatique du Gouvernement de Centrafrique contenue dans le RCPCA, notamment ses piliers 1 et 2.

Il a pour but de favoriser l'accès aux droit et moyen pour les ex Combattants et la population centrafricaines, promouvoir et protéger les droits dans les communautés et soutenir l'amélioration et l'initiative des mécanismes et projet communautaires de résolution des litiges et des conflits et le rétablissement de vivre ensemble. L'avantage de ce projet, est d'appuyer la réinsertion économique et des initiatives communautaires en faveur des Ex-Combattants des femmes et des filles victimes de violence basée sur le genre y compris les violences liées aux conflits.

Les zones ciblées du projet sont identifiées en fonction de leur vulnérabilité. Ce choix est fait en tenant compte du niveau d'enrôlement des combattants et de la prévalence des violences liées aux conflits y compris les violences basées sur le genre qui constituent des graves violations des droits humains.

Les relais communautaires à travers les sensibilisations vont informer le public sur les sujets qui concerne la réduction des vulnérabilités des femmes et filles. Ce sera une opportunité pour la population d'avoir des informations sur toutes les questions de droits et de la consolidation de la paix.

Plus de la moitié de la population Centrafricaine en Générale particulièrement celle de Bambari, Bangassou, Mobaye, et Obo continuent de vivre dans la psychose de ces conflits dont leur condition de vie est précaire. Les principales victimes (les Femmes et les enfants en particulier les filles) font souvent l'objet de nombreuses et incessantes violences Basées sur les genres y compris les violences liées aux conflits telles que les violences sexuelles, l'enrôlement dans les groupes armés etc...



Les groupes cibles sont la plupart sous informés et qui se sont confrontés à de problème des graves violations des droits humains et de VBG. Ils ont un problème d'accès aux services sociaux de base. la pauvreté, la distance, le manque d'information, mauvais fonctionnement des services de l'Etat constituent des enjeux majeurs pour ce groupe cible. L'implication des groupes cibles se fera par l'intermédiaire des comités de soutiens constitués des leaders communautaires, des para juristes, des points focaux, des autorités administratives et locales, des leaders des ONG et Association féminines et des jeunes.

DESCRIPTIF DU POSTE

INTITULE DU POSTE : Responsable Base des Données

LIEU DE MISSION : Siège de l'ONG AFJC Bangui (République centrafricaine)

A POURVOIR : à partir du 1^{er} Juillet 2024

DUREE DU CONTRAT : 12 mois

TYPE DE CONTRAT : Le contrat est à temps plein, selon les horaires de travail en vigueur au sein de l'ONG AFJC. Des heures supplémentaires pourront être demandées.

STATUT : Contrat de droit centrafricain

LIEN CONTRACTUEL : Association des Femmes Juristes de Centrafrique

MISSION ET ACTIVITES PRINCIPALES

Le Responsable des Bases de Données est chargé des collectes d'information du projet SEDUTI sur terrain à Bambari et Mobaye sa principale mission est traitée ses informations à l'aide des outils GBV/IMMS

Les missions Spécifiques de Responsable des Bases de Données sont les suivantes :

- travail sous la supervision de l'assistant projet et de la Coordination AFJC ;
- Collecter toutes informations ;
- Utiliser le système de gestion de GBVIMS ;
- Traiter ses informations par types des cas de manière désagrégé
- Interpréter ces informations sous forme de cartographie ;
- Faire le rapport narratif synthétisé pour soutenir cette courbe.
- Participer à la réunion du Sous Cluster GBV.



DES ATOUTS POUR CE POSTE

- Avoir la capacité de gestion des cas des VBGs ;
- Avoir la capacité du leadership,
- Avoir la capacité d'analyse ;
- Avoir la capacité de synthèse ;
- Avoir la Capacité à gérer son temps et le stress (durant certaines périodes de l'année) ;
- Avoir la capacité à aller chercher l'information ;
- Avoir la capacité à prendre des initiatives (proposer de nouveaux outils) ;
- Avoir des talents variés avec l'habileté d'organiser et de prioriser les tâches ;
- Avoir l'habileté à communiquer efficacement avec les membres de l'équipe ;
- Être flexible ;
- Faire preuve de réactivité ;
- Veiller au respect des dispositions légales et réglementaires ;
- Avoir du professionnalisme de manière à rendre l'ONG AFJC crédible et ne pas mettre en danger sa mission ;
- Et bien d'autres responsabilités assignées ;
- Capable d'effectuer plusieurs tâches à la fois et d'établir des priorités de travail de façon efficace ;
- Être rigoureux et avoir le sens de l'organisation ;
- Être fiable et discret ;
- Avoir la maîtrise des outils informatiques
- Avoir de solides compétences en communication écrite et verbale
- Excellentes aptitudes à la résolution de problèmes

PROFIL RECHERCHE

Niveau Bac+1 en statistique et gestion des cas ou autres diplômes équivalents ; minimum un an d'expériences professionnelles similaire requise dans une ONG de protection ; Maîtrise de l'Internet et des outils informatiques



PROCEDURE DE RECRUTEMENT

Etape 1 – Déposer un dossier de candidature

Chaque dossier de candidature doit comprendre :

- une lettre de motivation manuscrite correspondant au poste,
- un curriculum vitae à jour (comprenant adresse, email et numéros de téléphone actifs du candidat),
- une copie des diplômes obtenus,
- une copie des attestations de stage et de travail,
- les noms, adresses, qualités et numéros de téléphone de trois personnes qui feront office de références.

Les dossiers incomplets ne seront pas examinés.

L'enveloppe contenant le dossier doit comporter les mentions suivantes :

« **Nom et prénom du candidat – Candidature au poste de Responsable Base des Données – Projet SEDUTI** »

Les dossiers doivent être déposés au siège de l'AFJC à Bangui
Date limite de réception des candidatures : vendredi 21 Juin à 15h00

Etape 2 – Test écrit

Après une première sélection sur dossier, le ou la candidat (e) passe un test de connaissances écrit d'une durée d'une heure. Ce test est prévu le **jeudi 27 juin 2024 à partir de 11h00** (cette date pourra être modifiée si la procédure de recrutement le justifie).

Etape 3 – Entretien individuel

Les candidats retenus suite au test écrit seront convoqués pour un entretien oral. Les entretiens individuels seront organisés avant le **28 Juin 2024** (cette date pourra être modifiée si la procédure de recrutement le justifie).

Seuls les candidats présélectionnés seront contactés pour les tests. Aucun document faisant partie du dossier de candidature ne sera restitué.



Contact et précision :

Pour tout renseignement ou si vous rencontrez un problème, envoyez un email à femmjuristes_rca@yahoo.fr.

NB : ONG AFJC ne prend aucune commission pour les recrutements, les interviews, les examens médicaux ou pour tout autre motif. Si une telle demande vous est adressée, merci d'en informer la Coordination par email à femmjuristes_rca@yahoo.fr.

Fait à) Bangui, le 14 Juin 2024

Pour l'association des Femmes Juristes de Centrafrique

Mme Irène MOUSSA-KEMBE, Directrice Exécutive

